

Interview de Jean François-Poncet: les négociations sur Euratom (Paris, 16 mars 2007)

Source: Interview de Jean François-Poncet / JEAN FRANÇOIS-PONCET, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 16.03.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:03:47, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jean_francois_poncet_les_negociations_sur_euratom_paris_16_mars_2007-fr-cba50003-3f49-41eb-ad14-fc18ac2149ee.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jean François-Poncet: les négociations sur Euratom (Paris, 16 mars 2007)

[Étienne Deschamps] Et à ce moment-là, on négocie deux traités parallèlement – CEE et le traité de l'Euratom. Est-ce que vous avez le sentiment qu'il s'agissait de deux négociations parallèles, ou au contraire, étaient-elles à Val Duchesse directement imbriquées et dépendantes l'une de l'autre?

[Jean François-Poncet] Elles étaient conduites par la même délégation, dont j'étais le Secrétaire général, mais comme les problèmes étaient tout à fait différents et que les interlocuteurs en France mais aussi dans les autres pays n'étaient pas les mêmes, il y a eu deux négociations dans une. L'Euratom s'est négocié d'un côté, et le Marché commun de l'autre. Elles n'étaient pas liées l'une à l'autre, mais il fallait que les deux aboutissent et quand il y avait des difficultés, et bien on résolvait des problèmes de l'une ou l'autre, mais incontestablement, la négociation qui posait le plus de problèmes et dont l'enjeu était de loin le plus important, c'était celle du Marché commun. L'Euratom concernait un seul secteur et à l'époque, ce secteur n'était pratiquement pas développé. Un pays qui en avait fait le plus, peut-être, en matière de recherche, c'était la France. Les autres n'avaient rien. Et c'est d'ailleurs le fait que le secteur nucléaire n'était pas développé en Europe qui avait incité Jean Monnet à l'inscrire dans les priorités de la négociation pensant que, après l'échec de la CED, l'Euratom ne poserait pas de problèmes puisqu'il n'y avait pas encore d'intérêt acquis et de rivalité dans un domaine qui était neuf. On pouvait faire en sorte que ces industries nucléaires grandissent en même temps. C'était plus facile dans son esprit à faire que la Communauté acier-charbon, où les deux pays avaient des intérêts qui n'étaient pas toujours convergents. Les événements ont démenti ces prévisions parce que le nucléaire, notamment en France, s'est trouvé très très vite intimement lié aux utilisations militaires de l'atome, qui ne pouvait se développer évidemment qu'en toute indépendance. Il n'était pas question de partager, pas plus à l'époque qu'aujourd'hui, un arsenal nucléaire sur lequel il ne peut y avoir qu'un seul pouce pour appuyer sur le bouton, on ne peut pas en avoir plusieurs. Donc, le fait est que l'Euratom paraissait facile à faire, le traité n'a pas posé de problèmes considérables, mais dans sa mise en œuvre, très vite, surtout après le retour du général de Gaulle qui a accéléré et accentué l'effort pour doter la France d'une capacité nucléaire militaire, qui fait que l'Euratom s'est peu à peu vidé de son contenu.

[Étienne Deschamps] Pendant les négociations, avez-vous gardé le souvenir d'interventions directes et influentes du Commissariat à l'énergie atomique? Précisément sur cet enjeu de l'Euratom.

[Jean François-Poncet] Oui, d'autant plus que le commissaire à l'énergie atomique de l'époque – qui était Guillaumat, devenu ensuite avec le général de Gaulle ministre et ministre de la Défense – lui était le chef de la délégation, de la partie de la délégation qui suivait l'Euratom.